

s'attendre à autre chose d'une mise au jour brutale de revendications passionnées qui couvaient depuis longtemps de part et d'autre. Les Canadiens ont dû affronter une réalité fondamentale et nombreux sont ceux qui ont eu du mal à s'acquitter de la tâche. Des préoccupations et des préjugés latents se sont éveillés et des divergences fondamentales sont apparues entre la façon dont anglophones et francophones percevaient les objectifs de la Loi et, plus généralement, les éléments nécessaires pour donner aux francophones un sentiment véritable et permanent d'appartenance.

On ne peut raisonnablement mettre en cause les principes de la Loi sur les langues officielles puisque celle-ci accorde à tous les Canadiens le droit à des services fédéraux dans la langue de leur choix et qu'elle leur offre également l'assurance de chances égales d'emploi dans l'administration fédérale. Il se produit des désaccords et des inquiétudes parce que nombre d'anglophones ne sont toujours pas convaincus que la Loi ne cache pas d'autres desseins. Ils croient qu'elle a pour but ultime une implantation beaucoup plus large du bilinguisme au Canada, ainsi qu'un accroissement correspondant du nombre de Canadiens qui doivent connaître et utiliser les deux langues officielles.

Il est trop facile d'interpréter ce point de vue comme un reflet de l'étroitesse d'esprit et de la détermination farouche des anglophones à ne pas se laisser imposer une langue dont ils ne veulent pas. Il existe un peu de ce sentiment, mais il y a également des raisons qui motivent bien des comportements et des préjugés chez les anglophones. Par exemple, ils croient généralement que la plupart des Canadiens français sont déjà bilingues et qu'ils "pourraient parler anglais s'ils le voulaient". Ils voient toute mesure pour répandre l'usage du français non pas comme une nécessité, mais comme un empiètement ou, au mieux, comme une complication inutile. Toutefois, la plupart des francophones, et en particulier ceux du Québec, ne parlent que le français et auraient autant de difficulté que la plupart des anglophones à apprendre une deuxième langue. C'est évidemment là l'une des grandes préoccupations des deux groupes linguistiques. Les membres des deux groupes craignent la montée du bilinguisme, croyant à juste titre qu'ils ne pourront pour la plupart maîtriser une deuxième langue et que cela sera difficile même pour leurs enfants. Ces problèmes pratiques pourront se régler avec le temps, en modifiant le système d'éducation. Même là, il est improbable que les anglophones ou les francophones veulent changer fondamentalement leurs sociétés, leurs cultures et leurs modes de vie particuliers. Cette réalité inéluctable nous ramène au coeur du problème.